



PRÉFET DE LA MOSELLE

Service Navigation du Nord-Est

Arrondissement Eau - Environnement

ARRETE du 19 JAN. 2011

**PORTANT DECLARATION
AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA CRÉATION D'UN PORT DE PLAISANCE SUR LA BASE NAUTIQUE DE
BASSE-HAM**

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2010-94 du 22 novembre 2010 portant délégation de signature en faveur de M. Jean ABELE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est par intérim ;

VU le dossier que Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Portes de France à Thionville ci-après désigné par le pétitionnaire, a déposé à la préfecture du département de Moselle, et considéré complet le 21 juillet 2010 ;

VU la demande de compléments au dossier de déclaration en date du 20 septembre 2010 ;

VU la réponse du pétitionnaire reçue le 7 décembre 2010 ;

VU l'avis favorable du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 11 janvier 2011 ;

Considérant qu'il peut être donné une suite favorable à la demande susvisée, sous réserve de la prise en compte des prescriptions figurant dans le présent arrêté ;

Sur proposition du chef de la navigation du Nord-Est par intérim ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA DECLARATION

Le projet de création de la base nautique à BASSE-HAM est déclaré au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement.

Les rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont concernées :

Désignation des activités	Rubrique	Régime
<ul style="list-style-type: none">● Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :<ol style="list-style-type: none">1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;2. Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).	3.1.2.0	Déclaration (12 m)
<ul style="list-style-type: none">● Consolidation ou protection de berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :<ol style="list-style-type: none">1. Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;2. Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	3.1.4.0	Déclaration (longueur des protections de berge < 200 m)

Le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures prévues dans le dossier de déclaration sus visé.

La présente déclaration est délivrée au titre du Code de l'environnement. Celle-ci ne vaut pas autorisation d'occupation pour la partie des installations situées sur le Domaine Public Fluvial pour laquelle une convention devra être conclue avec Voies navigables de France.

ARTICLE 2 : SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Le projet concerne la création d'une zone de loisirs nautiques à Basse-Ham.

Il comprend :

- ☐ Le percement des berges de la Moselle et la création d'un chenal de raccordement assurant la liaison du plan d'eau n°1 avec la Moselle,
- ☐ Le dragage du plan d'eau n°1 afin d'obtenir un tirant d'eau de 2 mètres,
- ☐ La réalisation de quais permettant d'une part la création de pontons d'amarrage ou la pose d'anneaux (90 places) et d'autre part, le confinement de la plate-forme SLR adjacente,
- ☐ La création d'une capitainerie du port fluvial et mise en place des services aux plaisanciers : fourniture en eau, électricité et petit accastillage,
- ☐ La création d'un parking destin prioritairement aux plaisanciers (150 places),
- ☐ L'aménagement de l'étang n°2 comme plan d'eau d'initiation à la voile et aux activités nautiques,
- ☐ L'aménagement de l'étang n°3 en port miniature et ludique pour enfants,
- ☐ L'aménagement d'une aire de camping et un complexe de services et de commerces en relation avec les activités nautiques,
- ☐ L'aménagement d'une aire de jeux
- ☐ La création d'un deuxième parking

ARTICLE 3 : CHENAL

La réalisation du chenal et plus particulièrement le percement des berges de la Moselle se fera sans créer d'obstacle majeur à l'écoulement des crues, ni temporairement (pendant les travaux) ni de manière permanente.

Concernant l'ouverture du plan d'eau vers la Moselle et les aménagements prévus pour le raccordement avec les berges, le pétitionnaire soumettra, avant travaux, l'ensemble des plans et coupes pour validation.

ARTICLE 4 : CAMPING

L'implantation des installations fixes du camping sera située dans la zone blanche du PPRI.

Pour les équipements amovibles situés en zone rouge, ceux-ci devront être évacués entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} juin de l'année suivante (art 1.2.2 du PPRI de Basse-Ham qui autorise les campings en zone rouge).

ARTICLE 5 : BÂTIMENT D'ACCASTILLAGE

Si le bâtiment d'accastillage, réalisé sur pilotis, est positionné en zone inondable, il devra être réalisé sur vide sanitaire, sans possibilité de stockage en dessous afin de ne pas constituer une entrave à l'écoulement des crues.

ARTICLE 6 : RECOLEMENT

Dans un délai de six mois à compter de la fin des travaux, le pétitionnaire s'engage à transmettre au service police de l'eau le récolement de l'ensemble de l'opération.

ARTICLE 7 : CONTROLE

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir.

Les agents des services chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages et à leurs modes d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet (représenté par le service chargé de la police de l'eau) accompagné de l'ensemble des éléments d'appréciation.

ARTICLE 9 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 11 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Il sera consultable sur le site Internet de la Préfecture de Moselle pendant une durée de 1 an.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de la commune de Basse-Ham.

ARTICLE 12 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai d'un an à la date de sa publication au recueil des actes administratifs selon les conditions de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 13 : EXECUTION DE L'ARRÊTÉ

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle et Monsieur le Chef de la Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire.

Une copie en sera adressée, pour information, à :

- Monsieur le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau du département de Moselle,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine.

Pour le Préfet de la Moselle,
et par délégation

Le chef du Service de la Navigation du Nord-Est par intérim

19 JAN. 2011

Jean ABELE

